Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 17 novembre 2016

n° 19257

Changement des procédures de recrutement des directeurs d'hôpital.
Participation de la Roumanie à la conférence COP22 sur les changements climatiques à Marrakech.
L'ancien député européen roumain Adrian Severin condamné à quatre ans de prison ferme.

Changement des procédures de recrutement des directeurs d'hôpital. Le Gouvernement roumain a modifié hier par ordonnance d'urgence la procédure de nomination des directeurs des hôpitaux publics roumains, dans un souci de professionnaliser et dépolitiser la direction de ces établissements. Selon la nouvelle règlementation, les directeurs d'hôpital ne devront plus être obligatoirement enseignants universitaires ou médecins spécialistes. Le directeur ne pourra plus occuper de poste de direction ou de contrôle au sein d'un parti politique. Tous les postes dans la direction des hôpitaux seront pourvus exclusivement par concours. Les nouveaux directeurs seront obligés de se consacrer exclusivement à l'activité de gestion et ne pourront plus faire d'autres activités durant les horaires de travail. Vlad Voiculescu, ministre de la Santé, a déclaré que l'ordonnance adoptée hier avait deux objectifs : ouvrir les postes de directeur aux personnes avec des compétences de gestion et dépolitiser la direction des hôpitaux (*Adevărul*, *Jurnalul Național*, *Agerpres*).

Bilan du Gouvernement de Dacian Cioloș. *Adevărul* dresse le bilan du Gouvernement de Dacian Cioloș, mettant notamment en évidence ses trois réussites les plus notables (simplification administrative, surveillance vidéo du dépouillement des bulletins de vote aux élections, l'organisation des concours pour les postes de chefs d'établissement scolaire), mais aussi les trois controverses auxquelles il a dû faire face (le cas des bébés touchés par la bactérie E-Coli à Argeș, la crise provoquée par la destitution de la direction de l'Opéra de Bucarest, les soupçons d'évasion fiscale touchant le ministre de l'Energie). Le quotidien souligne également que dix ministres de l'équipe gouvernementale ont été remplacés au cours de ce mandat d'un an.

Le Gouvernement roumain a publié aujourd'hui son rapport d'activité, un an après son investiture le 17 novembre 2015, selon lequel l'Education et la Santé ont été au cœur de ses préoccupations (*Agerpres*). « L'objectif a été d'assurer la stabilité politique et économique du pays. (…) Dès le début, il est apparu évident qu'il fallait œuvrer pour rétablir la confiance des citoyens aux institutions de l'Etat, en rendant plus transparentes les institutions publiques, en ouvrant le gouvernement à la société et au dialogue. C'est la raison pour laquelle nous avons fondé notre gouvernance sur l'intégrité, la transparence et l'honnêteté », a déclaré le Premier ministre Dacian Cioloș. Le Gouvernement s'est notamment félicité du fait que l'économie roumaine a augmenté cette année de 5,2% au premier semestre et de 4,9% durant les neuf premiers mois (*Agerpres*).

Gaspillage alimentaire. Le Président Klaus Iohannis a promulgué hier la loi contre le gaspillage alimentaire qui prévoit que les produits alimentaires approchant la date d'expiration soient donnés aux orphelinats, aux foyers pour les personnes âgées, aux hôpitaux ou aux fondations (*Puterea*).

La victoire des candidats prorusses en Bulgarie et en Moldavie laisse la Roumanie isolée. Le député européen Cristian Preda (PPE) s'interroge sur les raisons des victoires des candidats pro-russes en Bulgarie et en République de Moldavie et déplore la baisse de confiance en l'Union européenne chez les Bulgares et les Moldaves (*Adevărul*). Pour le député européen Cristian Bușoi, le fait que la Roumanie reste désormais le seul allié sur

lequel les organismes transatlantiques peuvent compter de façon inconditionnée dans la zone des Balkans, pourrait devenir une opportunité si la classe politique roumaine fructifiait « l'atout de sa fidélité à l'espace nord-atlantique » (*Adevărul*).

Participation de la Roumanie à la conférence des Nations UniesCOP22 sur les changements climatiques à Marrakech. Cristiana Pașca Palmer, ministre roumaine de l'Environnement, participe à la 22ème conférence des Nations unies sur le climat à Marrakesh. « Nous nous attendons à ce que la conférence de Maroc fasse avancer les mesures de mise en œuvre de l'Accord de Paris pour réagir ainsi à ce défi reconnu par les gouvernements du monde. Le Gouvernement roumain a adopté cette année le projet de ratification de l'Accord de Paris, qui est actuellement en cours de ratification par le Parlement. Il est important que le débat parlementaire aboutisse rapidement afin d'envoyer un message clair et puissant aux investisseurs, aux entreprises et aux décideurs en ce qui concerne la transition vers une société et une économe avec des émissions faibles en carbone », a souligné la ministre (*Nine o'Clock*).

Près de la moitié des enfants roumains sont menacés de pauvreté. Les médias s'inquiètent des informations publiées hier par l'Office européen des statistiques selon lesquelles le pourcentage d'enfants menacés de pauvreté était en Roumaine le plus élevé des 28 pays de l'UE, soit 46,8%. Le 30 septembre dernier, le Conseil de l'Europe avait exhorté la Roumanie à faire davantage d'efforts pour combattre la traite des enfants, alors que le nombre de victimes, notamment issues de la minorité rom, « a considérablement augmenté » ces dernières années, selon un rapport. Après la Roumanie, c'est sa voisine, la Bulgarie, qui compte le pourcentage le plus élevé d'enfants menacés de pauvreté: 43,7%, suivie de la Grèce (37,8%), de la Hongrie (36,1%), de l'Espagne (34,4%) et de l'Italie (33,5%) (*Capital*, *AFP*).

Corruption. Adrian Sanda, chef du Secrétariat d'Etat chargé de la reconnaissance des mérites des combattants contre le régime communiste, a été destitué hier de son poste, poursuivi par le Parquet général pour implication dans l'octroi irrégulier de « certificat de combattant au rôle déterminant dans la Révolution roumaine de décembre 1989 ». Les personnes titulaires de ce type de certificats bénéficient d'une série d'exemptions d'impôts, de voyages gratuits, ainsi que d'une indemnisation mensuelle de 2 000 lei par mois (444 euros). 3 000 personnes sont suspectés d'avoir obtenu le titre de révolutionnaires de manière illicite (*Adevărul*, *Agerpres*, *PRO TV*, *DIGI 24*).

Ancien député européen, condamné pour corruption. L'ancien député européen roumain Adrian Severin a été condamné hier par la Haute cour de cassation et de justice (ICCJ), de manière définitive, à quatre ans de prison ferme pour prise de pots-de-vin et trafic d'influence. En 2011, Adrian Severin, ainsi quedeux autres élus européens ont été piégés par le journal britannique *The Sunday Times* en acceptant à faire passer des amendements pour des sommes allant jusqu'à 100 000 euros (*PRO TV*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- L'Institut français de Roumanie – direction régionale de Cluj, en partenariat avec le Conseil départemental de Sălaj, l'Inspectorat scolaire de Sălaj et Michelin Roumanie ont lancé le 9 novembre dernier le programme « Le français dans le contexte de la globalisation des échanges culturels, économiques et sociaux », un programme visant à redynamiser l'enseignement du français dans le département de Sălaj (Nord-Ouest de la Roumanie) (*Radio Cluj*, *rgnpress.ro*).

- **Actualité française reprise dans les médias roumains** : le Premier ministre français Manuel Valls s'attend à une montée des partis d'extrême droite en Europe après la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis (*Mediafax*, *Ziarul Financiar*).

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie